

Le Burundi abolit la peine de mort mais pénalise l'homosexualité

BUJUMBURA (AFP) - samedi 22 novembre 2008 - 13h11 - Le parlement du Burundi a adopté samedi un nouveau code pénal prévoyant l'abolition de la peine de mort, mais pénalisant également l'homosexualité, a constaté l'AFP.

"Je voudrais remercier les honorables députés burundais qui viennent d'accomplir un travail historique en adoptant le nouveau code pénal du Burundi par 90 voix pour, 0 voix contre et 10 abstentions", a déclaré le président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyuma, à l'issue d'une séance marathon qui s'est achevée aux premières heures de samedi.

"C'est un code pénal révolutionnaire qui abolit la peine de mort pour la première fois au Burundi et intègre les dispositions de droit international contre le génocide, les crimes contre l'humanité et de guerre qui jusqu'à aujourd'hui n'étaient pas pénalisés", a expliqué à l'AFP le député et ancien ministre de la Justice Didace Kiganahe, qui a dirigé la rédaction de ce code. "Ce vote a demandé du courage car les députés ont voté pour l'abolition de la peine de mort, en sachant que leurs électeurs étaient pour son maintien", a-t-il souligné. La peine de mort avait été appliquée au Burundi pour la dernière fois en 1997. Plusieurs centaines de personnes avaient été condamnés à mort dans ce pays qui tente de sortir de plus de 13 ans de guerre civile.

Le nouveau code pénal "consacre en outre beaucoup de dispositions protectrices pour la femme et l'enfant contre les violences de toutes natures et en particulier les violences sexuelles", a poursuivi Didace Kiganahe. "Enfin, il intègre des dispositions particulières réprimant la torture car cet acte ignoble n'était pas puni dans le droit burundais", a noté le député burundais. Selon le nouveau code pénal, qui compte 620 articles au lieu des 440 de l'ancien texte, la peine de mort est commuée en servitude pénale à perpétuité. La torture est puni d'une peine allant de 10 ans à la prison à vie, alors que le viol, qui n'était pas clairement mentionné dans l'ancien code, est puni de 20 ans à la perpétuité. "Malheureusement, ce code pénal est une régression puisqu'il prévoit désormais de pénaliser l'homosexualité, alors qu'elle était tolérée jusqu'ici", a regretté la députée Catherine Mabobori, qui s'est abstenu durant le vote.

Selon le nouveau code, quiconque entretient des relations sexuelles avec une personne de même sexe est passible d'une peine de trois mois à deux ans de prison et d'une amende de cinquante à cent mille francs (84 dollars) ou d'une de ces deux peines seulement". "Nous sommes indignés et atterrés par cette décision de pénaliser l'homosexualité", a affirmé l'Association pour le respect des droits des homosexuels (Ardho) du Burundi. "Nous ne comprenons pas comment des gens qui ont étudié peuvent voter une loi pareille (...) d'autant que selon la charte de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), l'homosexualité est innée, déterminée et non modifiable", a souligné un responsable de l'Ardho.

"Comment allons nous lutter contre le sida dans notre communauté et dans notre pays avec une telle loi puisque désormais les homosexuels vont se cacher?", s'est-il interrogé. Le nouveau code pénal doit encore être adopté par le Sénat la semaine prochaine, puis promulgué par le président burundais Pierre Nkurunziza.

Arrestation de Rose Kabuye: Kouchner tente de rassurer sur les relations Paris-Kigali

PARIS (AFP) - vendredi 21 novembre 2008 - 23h49 - Le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner a jugé vendredi que les relations franco-rwandaïses ne s'aggravaient pas après la mise en examen de Rose Kabuye, une proche du président Kagame, qui s'est dite "très surprise" de son arrestation. Plusieurs sources proches du dossier se sont étonnées des circonstances de l'arrestation en Allemagne de cette femme de 47 visée par un mandat d'arrêt délivré par la justice française alors que les juges s'apprêtaient à clore leur enquête sur l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994.

Des parties civiles se sont quant à elles dites surprises de sa remise en liberté sous contrôle judiciaire après sa mise en examen mercredi pour complicité d'assassinats et association de malfaiteurs, le tout en relation avec une entreprise terroriste, passibles de la réclusion criminelle à perpétuité.

Pour Philippe Meilhac, avocat de la veuve du président Habyarimana, elle-même visée par une enquête pour complicité de génocide, "on cherche à saboter cette instruction dans le but de ne pas trop aggraver les relations diplomatiques" entre la France et le Rwanda. Interrogé par l'AFP sur une possible aggravation de relations, déjà tendues, entre Paris et Kigali, après la mise en examen de la chef du protocole du président Paul Kagame, M. Kouchner a répondu : "J'espère que non et je crois le contraire".

"Le plus important, (c'est) le rétablissement de relations normales avec le Rwanda et que le lourd malentendu, très lourd, soit levé", a déclaré M. Kouchner, en déplacement à Addis-Abeba. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues après l'émission de neuf mandats

d'arrêts internationaux en novembre 2006. Soupçonnée d'avoir encadré à Kigali le commando qui devait abattre, selon les juges français, l'avion présidentiel provoquant le mort de 12 personnes, Rose Kabuye était visée par l'un des mandats.

Elle a été arrêtée le 9 novembre à l'aéroport de Francfort alors qu'elle préparait une visite privée de Paul Kagame. Selon le ministère allemand des Affaires étrangères, elle avait été prévenue qu'elle risquait d'être interpellée si elle posait le pied en Allemagne. Rose Kabuye a contredit vendredi cette affirmation, disant avoir été "très surprise d'être arrêtée" alors qu'elle disposait d'un passeport diplomatique et d'une lettre de mission de son gouvernement.

"Personne ne voudrait quitter son pays et sa famille pour être arrêté. Donc je ne suis absolument pas venue (en Allemagne, ndlr) pour être arrêtée", a-t-elle déclaré vendredi à la presse. "Vous auriez du me voir quand j'ai été arrêtée, quand j'ai appelé mes enfants, sachant que je ne les reverrai pas avant longtemps. Quand vous êtes innocent, c'est un sentiment très désagréable", a-t-elle confié. Si elle a acceptée d'être si rapidement transférée en France, c'est pour "prouver (son) innocence" et parce qu'elle avait conscience que ce mandat d'arrêt constituerait une épée de Damoclès "au-dessus de sa tête jusqu'à (sa) mort".

Refusant d'évoquer le fond du dossier et l'état des relations franco-rwandaïses, Mme Kabuye n'a pas voulu évoquer l'attentat, signal déclencheur du génocide qui a fait 800.000 morts selon l'ONU.

"Je ne suis pas une enquêtrice, je ne suis pas chargée de trouver qui a tiré sur (l'avion de) Habyarimana", a-t-elle lancé.

TCHAD - Des mouvements rebelles tchadiens s'unissent et proposent une transition de 18 mois

21 novembre 2008 - par APANEWS

Des mouvements rebelles à l'Est du Tchad, ont décidé de s'unir, au sein d'une nouvelle structure dénommée, Union des forces de la résistance (UFR), a appris APA de sources proches de la rébellion. Après plusieurs semaines de négociation à Khartoum, cette nouvelle alliance comprend l'Alliance nationale (regroupement d'une dizaine de groupes rebelles) du Général Nouri, l'UFDD- fondamentale d'Abdelwahid About Mackaye, le RFC (Rassemblement des Forces pour le Changement) de Timane Erdimi et l'UFCD (Union des Forces pour le changement et la Démocratie) du colonel Adouma Hassaballah, a-t-on appris.

Dans un manifeste politique signé par les différents leaders, les rebelles promettent une transition de 18 mois après la chute du régime du Président Idriss Déby. Le gouvernement de transition, selon le manifeste dont APA a obtenu une copie, aura pour missions entre autres de « garantir les libertés fondamentales, assurer la sécurité des biens et des personnes et la libre circulation sur toute l'étendue du territoire national, assurer la continuité de l'État et des services publics, garantir le pluralisme politique au Tchad, réorganiser l'administration centrale et territoriale »

Par ailleurs, le communiqué de la rébellion souligne que le gouvernement de transition aura aussi pour mission de « garantir l'indépendance de la justice et l'égalité des citoyens devant la loi, de mettre en place une commission de recouvrement des biens de l'État, promouvoir une politique de communication basée sur le respect de la liberté de presse et un appui actif au secteur public et privé de l'information »

L'Union des Forces de la Résistance (UFR), la nouvelle structure qui fédère les différents mouvements rebelles, aura à sa tête un Président, secondé de quatre vice-présidents. L'annonce de cette unification des mouvements intervient à dix jours de la reprise des relations diplomatiques entre le Tchad et le Soudan. L'unification des mouvements rebelles intervient surtout au moment où un intense ballet diplomatique est observé entre N'Djamena et Khartoum, pour la mise sur pied, d'une force mixte de 2 000 hommes, conformément à l'Accord de Dakar, pour sécuriser la frontière entre les deux pays. Selon certaines sources, les rebelles cherchent, à quitter leurs bases au Soudan pour l'intérieur du Tchad avant le déploiement de cette force mixte.

MALI - 62 pays lancent à Bamako un appel pour plus de ressources à la recherche et la santé

21 novembre 2008 - par APANEWS

Les représentants de 62 pays ont, à l'issue d'un forum mondial de trois jours, qui s'est achevé à Bamako, invité les gouvernements du monde à allouer 2% du budget de leur ministère de la santé à la recherche pour la santé, le développement et l'équité. L'invitation s'adresse tant aux gouvernements nationaux, aux institutions, aux partenaires techniques et financiers, aux bailleurs de fonds qu'aux agences internationales de développement, ces dernières sont appelées à consacrer au moins 5% de leur fonds d'aide au développement au secteur de la santé.

De nouveaux fonds créeront un environnement favorable au développement d'une culture solide de la recherche en même temps qu'ils assureront un meilleur transfert de technologie, une meilleure éducation et une plus large formation des chercheurs, a assuré le forum. La collecte, le stockage ainsi que le partage efficace d'informations et de données fiables aux normes internationales pourront aussi être favorisés, a-t-on ajouté de même source.

L'invitation est contenue dans « l'Appel de Bamako », un document en 4 pages qui a sanctionné les travaux du 3ème « Forum mondial ministériel pour la recherche, le développement et l'équité » que le Mali abritait depuis lundi au nom du continent africain. Le prochain forum ministériel sur la recherche pour la santé, le développement et l'équité se tiendra à Cuba, en 2009.

AFRIQUE - Coup d'envoi à Nairobi de la 14ème Coupe d'Afrique des clubs champions de basket féminin

21 novembre 2008 - par APANEWS

Le coup d'envoi de la 14ème édition de la Coupe d'Afrique des clubs champions de basket féminin est prévu à Nairobi, au Kenya, avec la présence de 12 équipes, a appris APA de sources proches de la FIBA-Afrique. Le détenteur du titre, le Desportivo du Mozambique, sera l'équipe à battre. Au premier tour, les Mozambicaines évolueront dans le Groupe B en compagnie du CSA (Cote d'Ivoire), de KCC (Ouganda), de l'APR (Rwanda), du Vita Club (RD Congo) et de Kenya Ports Authority (KPA, Kenya). Le vice champion d'Afrique, Primero de Agosto (Angola), lui, partage la poule A, très relevée, avec First Bank (Nigeria), ABC (Cote d'Ivoire), Djoliba (Mali), Radi (RD Congo) et Eagle Wings (Kenya). La compétition prend fin le 29 novembre dans la capitale kenyane.

Programme des matches :

Vita Club (RD Congo) - Desportivo (Mozambique)

APR (Rwanda) - KPA (Kenya)

ABC (Côte d'Ivoire) - Eagle Wings (Kenya)

Primero Agosto (Angola) - First Bank (Nigeria)

AFRIQUE - La BAD met en place un suivi quotidien des principaux indicateurs de la crise financière

21 novembre 2008 - par XINHUA

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a mis en place un suivi quotidien des principaux indicateurs afin de surveiller de près l'évolution de la crise financière internationale. Dans un communiqué, à Tunis, la BAD a souligné que depuis le déclenchement de la crise, il a mis sur pied un groupe de travail interdépartemental chargé de suivre l'évolution quotidienne des marchés financiers africains et occidentaux, des taux de change et des cours des matières premières. "Ces indicateurs concernent tous les pays africains et les principaux pays américains, ainsi que des économies clés en Asie, avec comme date de référence le 31 juillet 2008", précise la BAD dans son communiqué.

"Les outils de surveillance que nous utilisons, explique Taoufik Rajhi, économiste à la BAD, analyse des marchés financiers, des taux de change et des cours des matières premières - qui sont non seulement actualisés quotidiennement, mais également disponibles au public à travers notre site web". Au niveau des marchés financiers, les outils de suivi de la BAD font clairement ressortir une "tendance généralisée à la baisse, due à un phénomène de contagion mécanique", observe M. Rajhi. La même tendance est de mise pour les taux de change. La plupart des monnaies africaines subissent automatiquement le contrecoup de l'appréciation du dollar par rapport à l'euro, note l'économiste de la BAD.

Le cours des matières premières n'échappe pas à cette tendance baissière, avec un recul de plus de 50% pour le pétrole, de 45% pour l'argent ou encore de 31% pour les fèves de cacao. " Le recul des matières premières est un grand sujet de préoccupation dans la mesure où les pays exportateurs de pétrole notamment contribuent à plus de 50% dans la croissance africaine", s'alarme Léonce Ndikumana, le directeur du département de la recherche de la BAD. La BAD a joué un rôle dans la riposte africaine à la crise financière internationale en mobilisant les ministres des Finances africains et les gouverneurs de banque centrale à Tunis pour une réunion extraordinaire le 12 novembre 2008, à la veille du sommet du G20 du 15 novembre à Washington.

Africolor syncrétique Festival. Une 20e livrée métissée en région parisienne.

BOUZIANE DAOUDI (DR)

Cela commence par un symbole : Julien Jacob. Né au pays du vaudoun, à Cotonou (Bénin), de mère martiniquaise et de père guadeloupéen, il a grandi en métropole et vit en Bretagne. Julien Jacob s'est inventé une langue, alliage euphonique de syllabes et d'onomatopées, dont témoigne son CD *Barham* (Volvox). Un langage coupé des contingences. Un peu comme la spiritualité qui guide les pas de Julien Jacob, chant affectueux servi par une guitare (Yvan Knorst), des percussions (Hamid Gribi), des compositions aux confins indécis de la tradition africaine, celte, folk, pop.

«Bonne entente».

Le syncrétisme tient une belle part dans cette vingtième édition d'Africolor : 23 concerts dans 18 villes du plus jeune et cosmopolite département de France, la Seine-Saint-Denis.

La livraison s'ouvre avec Benkadi, «bonne entente» en bambara du Mali, formé par le chanteur et joueur de luth *n'goni* Ousmane Keita et Benjamin Sanz, batteur de jazz, genre qu'un Carlos Santana s'obstine à appeler «*musique africaine*». La culture afro-américaine a, depuis des décennies, ses héros bien blancs. C'est ce qui se passe désormais dans les musiques africaines. «*Il y a vingt ans, on aurait présenté un Blanc jouant du djembé, cela aurait été une honte. Maintenant, cela ne dérange personne, seul compte la qualité de la musique*», explique Philippe Conrath, directeur et fondateur d'Africolor et ancien journaliste de *Libération*. Il souligne qu'à l'exemple du jazz, beaucoup de musiciens (blancs) européens ou américains ont appris auprès de maîtres africains.

Les modèles ne manquent pas : le roi de la kora malienne, Toumani Diabaté, dispense depuis des années son art familial à des Occidentaux. Pour Conrath, cette évolution s'explique par la formation des musiciens occidentaux : «*La plupart d'entre eux sortent du conservatoire et ont des données immédiates sur la musique africaine, notamment grâce aux progrès technologiques. Nous sommes passés de l'exotisme au pillage, puis au paternalisme, enfin à la création et au dialogue aujourd'hui. Malheureusement, beaucoup de médias passent à côté de ça.*»

Aïeux griots.

Aujourd'hui, Moriarty invite le Malien Moriba Koïta (le 28 novembre à Tremblay-en-France). Les premiers, menés par la voix minérale de Rosemary Standley, sont un groupe blanc-blanc formé en 1995 de musiciens d'origine américaine, française, suisse. Inspirés par le vieux blues, les compositions électroniques, le folk, le klezmer, la tradition malienne... comme le démontre avec succès leur premier album, publié cette année, *Gee Whiz But This Is a Lonesome Town* (Naïve) ; le second, un fidèle d'Africolor, perpétue la musique de ses aïeux griots avec le *n'goni* à quatre cordes, un luth au maniement précis et exigeant qu'il a mis au service de stars africaines ainsi que de vedettes françaises.

«*Nous privilégions un angle artistique et géographique en nous appuyant sur les communautés du 93 pour les faire se rencontrer. Nous mettons aussi en avant les rencontres entre les artistes. Des rencontres qui sont souvent demandées par les artistes eux-mêmes*», poursuit Philippe Conrath, en citant, en exemple de cette livrée Africolor 2008, la rencontre inattendue du porte-voix du maloya réunionnais, Danyel Waro, et des dépositaires innovants de la polyphonie corse, A Filetta (le 7 décembre à Montreuil) : «*Nous sommes passés de trois concerts à vingt et nous remplissons à 90 %. C'est du lien social qui ne coûte rien, alors que les économistes parlent de réduction des coûts ; ce sont des abrutis.*»

L'Afrique veut peser davantage dans la négociation sur le climat

LE MONDE | 21.11.08 | 16h01 ALGER ENVOYÉ SPÉCIAL

Le continent africain est vulnérable "au phénomène des changements climatiques auquel il n'a contribué ni à l'origine ni à l'aggravation, mais dont il demeure, cependant, le plus touché" : ce constat, inscrit dans la déclaration d'Alger sur les changements climatiques en Afrique, adoptée le 19 novembre, forme la pierre d'angle d'une attitude nouvelle du continent dans le débat planétaire sur la crise écologique. Jusqu'à présent, les 53 pays africains, divisés, assistaient en spectateurs aux négociations sur le climat, pesant peu face à l'Union européenne (UE), aux Etats-Unis ou à la Chine. Ils veulent dorénavant être entendus et faire prendre en compte le problème de l'adaptation des pays les plus pauvres aux désordres météorologiques à venir.

Réunis à Alger les 19 et 20 novembre, une quarantaine de ministres africains ont ainsi décidé le principe de la création d'un groupe de trois ou cinq pays qui les représentera dans la négociation. Ce groupe devrait être opérationnel dès la Conférence de Poznan sur le climat, qui s'ouvrira le 1^{er} décembre.

Il faudra cependant l'aval de l'Afrique du Sud, qui n'était pas présente à Alger. Chérif Rahmani, ministre algérien de l'environnement et animateur de la conférence d'Alger, a bon espoir d'obtenir l'accord de Pretoria d'ici Poznan.

La déclaration définit par ailleurs les points essentiels pour les pays africains dans les négociations internationales : adoption d'un protocole distinct prenant en compte la désertification, la dégradation des sols et les ressources en eau ; mécanisme financier récompensant la lutte contre la déforestation et la bonne gestion des forêts ; protection des "nouveaux réfugiés climatiques" ; accroissement des financements permettant l'adaptation au changement climatique.

ALLIANCE AVEC L'UE

Le texte évoque aussi une *"alliance continentale et intercontinentale sur le climat"*, ouvrant la porte à une coopération renforcée entre l'Afrique et l'Europe. Venu à Alger en tant que pays président de l'UE, le ministre français de l'écologie, Jean-Louis Borloo, a plaidé pour cette alliance : *"L'Afrique est l'avenir de l'Europe"*, a-t-il déclaré, estimant que *"l'Afrique peut être le premier continent totalement autosuffisant en énergie"*, notamment en utilisant une part des quelque 500 milliards d'euros que pourrait mettre en mouvement le marché du carbone en 2020.

Les Européens espèrent parvenir à une déclaration commune Europe-Afrique à Poznan. Mais ce geste ne va pas de soi. Les pays africains appartiennent en effet au G77, qui rassemble traditionnellement les pays du tiers-monde dans les débats des Nations unies.

S'il est de plus en plus clair que les intérêts des grands pays émergents comme le Brésil ou la Chine ont peu à voir avec ceux de la Tanzanie ou du Burkina Faso, tous les pays africains ne sont pas encore prêts à franchir le pas d'un dialogue ouvertement privilégié avec l'Europe. Celui-ci pourrait apparaître comme une rupture du G77 et de l'idée d'une communauté d'intérêt des pays du Sud.

Hervé Kempf

RD CONGO - Le péché originel

16 novembre 2008 - par FRANÇOIS SOUDAN , Jeune Afrique

Chez les fonctionnaires onusiens, du côté des diplomates occidentaux, dans les rues de Kinshasa et les couloirs de l'Assemblée nationale, le « Kabila bashing » - en d'autres termes : la critique systématique d'un président, tête de turc et cible idéale - est la dernière fureur à la mode. L'excuse de la jeunesse et de l'inexpérience n'étant plus de mise, ce sont les capacités de gouvernance, de décisions, de prise de responsabilités, de leadership en somme, mais aussi la fiabilité et l'aptitude à communiquer de Joseph Kabila qui sont en cause, sur fond de débandade militaire dans le Nord-Kivu. Pour certains, le climat actuel n'est pas sans rappeler celui du milieu des années 1990, à la veille de l'effondrement du régime de Mobutu. À la fois avides de démocratie et nostalgiques d'un pouvoir fort et omniprésent, les Congolais, il est vrai, sont prompts à prédire le pire. L'apocalypse est pour eux une notion familière, relayée chaque jour que Dieu fait par une myriade de faux prophètes, dont les Églises prospèrent sur l'humus de la crise.

Bien sûr comparaison n'est pas raison. Si Laurent Nkunda n'a pratiquement aucune chance de rééditer l'aventure victorieuse de Laurent-Désiré Kabila, c'est que, en à peu près une décennie, l'ex-Zaïre a profondément changé. Le triste spectacle d'une armée mal encadrée, à la fois humiliée et prédatrice, ne doit pas faire oublier que le nationalisme congolais, si vif dans les années 1970 à la grande époque de Mobutu, a fait sa réapparition.

Dans ce pays improbable, qui a su résister à toutes les tentatives d'implosion, ne perdant pas une miette de son territoire dans la tourmente, il existe une Assemblée nationale active et inventive, auteur d'un plan de sortie de crise pour le Kivu, porteuse d'espoir. Élu à la suite d'une présidentielle miraculeuse et démocratique, dont la bonne tenue lui est en partie imputable, Joseph Kabila serait bien inspiré de s'appuyer sur cette initiative - qui prône le dialogue et la réconciliation - afin de neutraliser ses adversaires, lesquels depuis des années inhibent toute solution en accusant le fils du Mzee d'être... d'origine rwandaise.

L'une des clés de ce que l'on reproche en ce moment au président congolais, en l'occurrence une certaine forme d'hésitation et une prise trop lointaine sur les événements, est là. Aux yeux des faucons de Kinshasa, Kabila est en permanence contraint de faire la preuve de son patriotisme et d'expié un péché originel qu'il n'a pas commis. Alors que, prêt chinois à l'appui, il se lançait dans ses cinq travaux herculéens pour tenter de remettre sur ses pieds le géant congolais, malgré les sarcasmes sommaires de commentateurs expéditifs, au milieu de difficultés inimaginables ailleurs qu'en Afrique, la nouvelle guerre du Kivu ne pouvait pas plus mal tomber.

De quel soutien extérieur le jeune président congolais - jeune uniquement par l'âge tant il a accumulé d'expérience en peu de temps - bénéficie-t-il ? Dans la région, seule l'Angola de son « parrain » José Eduardo dos Santos, puissance en gestation quelque peu lestée par la chute des cours du pétrole,

mais forte d'une capacité de projection militaire non négligeable, est un allié sûr. Le Rwanda est un adversaire et les autres voisins observent, parfois agacés - en particulier les francophones - par une rigueur nationaliste et une fierté teintée d'ironie qu'ils ne sont pas loin de prendre pour de l'arrogance juvénile.

Ailleurs, plus loin, les relations ne sont plus ce qu'elles étaient. Avec le départ de Thabo Mbeki et de Jacques Chirac, Kabila a perdu deux soutiens précieux, qui nourrissaient à son égard une affection quasi filiale. Ce sont les Américains et surtout les Britanniques qui, aujourd'hui, mènent la danse dans les Grands Lacs. Londres, qui est en tête des pays contributeurs de l'aide au Rwanda et au Congo, a vu son influence croître considérablement au détriment de Paris et de Bruxelles. Or le régime en place à Kinshasa ne dispose pas des mêmes leviers de lobbying - culpabilisation post-coloniale, réseaux... - chez les anglophones que chez les francophones.

Reste la Chine, où Joseph Kabila a fréquenté un temps, à la fin des années 1990, l'université de la Défense nationale de Pékin. S'orientera-t-il, sur le plan de la défense et de la sécurité, comme il l'a fait pour la construction des infrastructures, vers le grand frère chinois ? On ne met tous ses œufs dans le même panier que lorsqu'on y est acculé. Ce qui n'est pas - encore - le cas...

Ici&ailleurs Musiciens sans visa, billets remboursés

LE MONDE | 22.11.08 | 14h59 | 14h59

Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, nous faisons face à des problèmes d'obtention de visas pour cette vingtième édition d'Africolor. La newsletter d'Africolor envoyée par courriel, jeudi 20 novembre, veille du démarrage du festival francilien de musiques d'Afrique, de l'océan Indien et des Caraïbes, revient sur le problème des visas octroyés ou non aux artistes étrangers. Tous les producteurs, agents et directeurs de festivals travaillant avec des artistes du continent africain butent sur ce problème récurrent.

Festival d'excellente réputation qui fête cette année ses 20 ans, Africolor (jusqu'au 24 décembre dans 18 villes de Seine-Saint-Denis, www.africolor.com) n'a pas échappé à la politique de "maîtrise des flux migratoires". Il s'en est fallu d'un fil que la création du Hadouk Trio avec le Nabil Bali Orchestra (le 29 novembre, au Cap d'Aulnay-sous-Bois) soit annulée, faute de visas délivrés aux musiciens du Sud algérien.

Un refus "*non motivé*" (c'est l'habitude) pour cause de suspicion d'émigration illégale sous le couvert d'un projet artistique ? Non. La raison en est plus ubuesque et symptomatique d'un mélange de tracasseries et de négligences. Ces musiciens habitent Djanet, à 1 500 kilomètres au sud de la capitale. Les liaisons aériennes n'y sont pas fluides, et en fixant un rendez-vous aux musiciens pour le dépôt de leur passeport, le consulat de France à Alger n'avait pas cru bon de tenir compte des horaires et des jours de vol. Un autre rendez-vous a finalement été pris, grâce à l'intervention d'un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères français, qui connaît le festival, raconte Philippe Conrath, créateur d'Africolor.

Cet été, Michel Winter, directeur de la société belge Divano Production a eu, lui, moins de chance. A cause de dysfonctionnements de l'administration consulaire, il a dû annuler les tournées européennes de deux groupes congolais qu'il manage, Kasai All Stars et Konono n° 1. Les seconds, par exemple, ne sont pas parvenus à obtenir de visas français, en raison d'une pénurie de passeports vierges à Kinshasa.

PARCOURS DU COMBATTANT

Des résistances s'organisent pour combattre ce qui est un fléau économique pour les producteurs (perte des billets d'avion, remboursement des concerts...). Le réseau Zone franche, en France, réunissant des professionnels des musiques du monde, s'est mobilisé, comme l'organisation internationale Freemuse (Freedom of Musical Expression), basée à Copenhague. Au nom de la lutte contre l'émigration illégale, "*l'obtention des visas pour les artistes est un parcours du combattant de plus en plus compliqué*", insiste Philippe Conrath. Africolor déplace chaque année environ deux cents musiciens. Depuis sa création en 1989, le festival n'a connu qu'une seule défection au moment du retour, celle d'un percussionniste sénégalais, il y a une dizaine d'années.

Patrick Labesse

CAMEROUN - Le Cameroun se lance dans le GNL

21 novembre 2008 - par L'INTELLIGENT

Le Cameroun devrait rejoindre d'ici à 2015 le cercle restreint des exportateurs de gaz naturel liquéfié (GNL), qui compte aujourd'hui 15 pays, dont 5 en Afrique (Algérie, Égypte, Guinée équatoriale, Libye et Nigeria). La Société nationale des hydrocarbures (SNH) et le français GDF Suez ont signé un

partenariat pour le développement d'une unité de liquéfaction. L'accord prévoit la construction d'une unité FPSO (plate-forme flottante de production, de stockage et de déchargement) au large de Kribi d'un coût de 330 milliards de F CFA (500 millions d'euros), financé à hauteur de 72 milliards de F CFA (22 %) par l'État camerounais. Le Cameroun dispose de réserves de gaz naturel estimées à 500 milliards de m³.

CENTRAFRIQUE - La piste libyenne

21 novembre 2008 - par L'INTELLIGENT

Moins d'une semaine après avoir reçu l'avocat français Jacques Vergès, qui a fait l'aller-retour Paris-Bangui dans la journée du 6 novembre pour le conseiller sur ses relations avec la Cour pénale internationale, le président centrafricain François Bozizé a dû gérer une situation de crise dans le Nord après qu'une embuscade tendue par des éléments du chef rebelle Abdoulaye Miskine eut fait onze morts (neuf militaires et deux civils) dans les rangs de l'armée.

Les rebelles, qui observaient jusque-là une trêve, ont tiré au lance-roquettes sur un véhicule tout-terrain des Faca (Forces armées centrafricaines) qui passait devant l'un de leurs camps non loin de Kabo, le faisant exploser. Au cours de la contre-attaque qui a suivi, menée conjointement par un détachement de l'armée tchadienne et par les Faca, des armes et des uniformes neufs ont été saisis, et le propre frère d'Abdoulaye Miskine a été fait prisonnier.

Selon de bonnes sources à Bangui, ces matériels proviennent de Libye - où réside Abdoulaye Miskine - et ont été acheminés en Centrafrique via le nord du Cameroun. Un second convoi clandestin de ce type serait en route. Ce qui rend quelque peu suspectes les dénégations du même Miskine selon qui ses éléments auraient agi sans son ordre. À moins d'un mois de l'ouverture du dialogue national inclusif à Bangui, cette agression ne pouvait pas plus mal tomber...

Des Nobel plaident en faveur des enfants soldats.

22 Novembre, 2008 – BBC Afrique 15:05 GMT

Trente et un lauréats du prix Nobel ont décidé d'interpeller les chefs d'Etats sur le sort des enfants privés d'éducation à cause des conflits de tous genres .

L'ancien président des USA Jimmy Carter, le Dalai Lama, l'archevêque Desmond Tutu, et Aung San Suu Kyi, l'opposante birmane sont parmi les signataires de la lettre.

Ils souhaitent que les chefs d'Etat du monde entier viennent en aide à quelque 37 millions d'enfants qui se trouvent dans les pays affectés par des conflits et qui, par conséquent ne peuvent pas aller à l'école.

L'initiative émane de l'organisation caritative "Save the Children".

Dans leur déclaration , les 31 Nobel rappellent que les guerres sont perpétrées par des adultes qui ont pourtant eu une enfance, vécu des expériences qui ont façonné d'une manière ou d'une autre leur vie. Au cœur des préoccupations des signataires de l'appel se trouve l'éducation.

Selon eux plus de 70 millions d'enfants dans le monde n'ont pas la chance d'aller à l'école et plus de la moitié d'entre eux vivent dans les pays affectés par des conflits armés.

"Que peuvent-ils apprendre dans ce cas ?", se demandent les Nobel.

Avant l'intensification des combats en République démocratique du Congo, près de cinq millions d'enfants du pays sur les 9,6 millions en âge d'aller à l'école ne bénéficiaient pas d'une instruction.

" Sans une protection adéquate et face à l'aggravation du conflit ces dernières semaines, certains d'entre eux ont même été contraints d'abandonner leurs études", explique un porte parole de "Save the children".

D'après l'Ong, certains établissements scolaires ont même été ciblés par des groupes armés pour le recrutement d'enfants soldats.

Une étude consacrée aux guerres civiles de ces 50 dernières années a pu démontrer que la scolarisation des enfants réduisait de 20 % leur risque d'être enrôlés dans des conflits.

Pourtant ces enfants pris dans la spirale des conflits continuent d'être privés d'éducation.

L'ancien président Jimmy Carter a déclaré qu'il pu constaté personnellement l'impact que l'enseignement pouvait avoir dans la promotion des valeurs de paix.

Selon lui ce serait aussi une erreur de sous estimer l'opinion des enfants dans les prises de décisions des adultes.

Selon elle, leur soutien prouve que si la communauté internationale est déterminée à mettre un terme aux conflits et à promouvoir une paix durable dans des pays comme l'Ouganda, la République démocratique du Congo ou encore l'Afghanistan, l'éducation des enfants devrait être la première des priorités.

Elle souligne par ailleurs que si des parties en conflit se retrouvent pour signer des accords, c'est une occasion unique d'essayer d'améliorer le système éducatif et promouvoir par la même occasion la paix.

Braquage sanglant au Bénin : « Hollywood s'invite à Cotonou » Diamond Bank et Ecobank dévalisées

samedi 22 novembre 2008, par Jean-Claude Abalo *Notre envoyé spécial à Cotonou*

Les agences de la Diamond Bank et Ecobank, au marché Dantokpa, à Cotonou, ont fait les frais, vendredi soir aux environs de 19h30 locales, d'un braquage organisé par groupe de malfrats. Ils ont forcé les grilles d'entrée abritant lesdites banques, braquées pour la deuxième fois cette année. Les attaques ont fait sept morts.

Les voleurs sont entrés dans les banques après avoir fait sauter portes et fenêtres. Les impacts de balles sont visibles à l'intérieur et sur la façade des « malheureuses » banques. Des coups de feu d'armes automatiques ont éclaté dans les alentours du quartier Saint-Jean avant d'atteindre Dantokpa, le grand marché de la capitale.

Les échanges de tirs entre les éléments de la sécurité publique et les malfrats ont occasionné, de sources hospitalières, 7 morts, (4 militaires et 3 civils) et plusieurs blessés graves et légers. Une information confirmée ce samedi par le Général de division Mathieu Boni, Chef d'Etat major général des Armées béninoises. Les malfrats ont pris la fuite, tout en emportant une importante somme d'argent, dont le montant n'est pas encore évalué.

Une attaque planifiée

Selon les témoins, les braqueurs seraient arrivés en deux groupes : le premier par barque motorisée, et le second par voie terrestre, à bord d'une voiture Range Rover. Les barques motorisées et équipées en armements étaient postées sur la lagune d'où les voleurs tiraient sur Ecobank, racontent quelques témoins.

Les malfrats avaient tout planifié. « Ils avaient même porté des gilets pare balle, des lunettes infra rouge et seraient venus du Nigeria », a confié à *Afrik.com* un commerçant témoin de ce scénario digne d'un thriller américain.

Avant d'attaquer les banques, ils ont pris soin de tirer sur les lampes projecteurs du marché et de ses abords. Ils se sont pris par la suite aux commerçantes de bijoux et autres objets de valeur dont ils ont vidé les magasins. Les braqueurs ont tous pris la fuite, abandonnant derrière eux la voiture Range Rover et des armes à feux récupérés par les forces de l'ordre béninoises.

Dans les alentours du marché, on pouvait constater la violence des coups de feu qui ont duré plus de 3 heures, et les balles de calibres 12 mm et roquettes ayant laissé de larges entailles sur les bâtiments des deux banques.

« Le combat contre les malfrats sera un combat sans merci », a promis le Ministre de la sécurité, Armand Zinzindohoué, qui a fait un tour au Centre National Hospitalier Universitaire (CNHU) pour présenter les condoléances du gouvernement aux familles des victimes.

Bis repetita

Le 1er avril dernier, ce même scénario a eu lieu en plein jour. Les braqueurs étaient arrivés par les eaux avec trois barques motorisées. Ils ont tiré dans tous les sens avant d'attaquer les deux banques qui étaient au cœur du marché Dantokpa. Plusieurs témoins nous ont confié que les voleurs avaient promis de revenir. Une promesse qu'ils ont « honorée », faisant d'un vendredi soir à Cotonou, un « Hollywood en devenir si les autorités béninoises n'y prennent pas garde », affirment les Béninois, choqués par un tel déchaînement de violence impunie.

Une enquête est ouverte pour démasquer les braqueurs.

RD CONGO - Pendant ce temps, Bemba...

21 novembre 2008 - par MARIANNE MEUNIER, ENVOYÉE SPÉCIALE À KINSHASA, Jeune Afrique
Poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale, le président du MLC prépare sa défense depuis sa cellule de La Haye. Et entend bien rester le chef de l'opposition congolaise.

Le 4 novembre, Jean-Pierre Bemba a fêté son 46e anniversaire et la victoire de Barack Obama derrière les barreaux, au quartier pénitentiaire de la Cour pénale internationale (CPI), dans la banlieue de La Haye, aux Pays-Bas. Cellule individuelle, salle de prière, installations sportives (courts de tennis et piscine), Internet, télévision, journaux : à la CPI, le chef du Mouvement de libération du Congo (MLC), premier parti d'opposition en RD Congo (61 députés), est mieux logé que dans bien des hôtels de Kinshasa. « Son moral est au beau fixe et sa santé est bonne », confie son ancien directeur de

cabinet, Fidèle Babala, qui lui fait un « briefing quotidien » au téléphone sur la situation du pays. Mais le confort ne suffit pas à tromper l'attente de l'ex-chef de guerre et ancien vice-président durant la période de transition (2002-2006).

Jean-Pierre Bemba a été arrêté le 23 mai dernier à Bruxelles (où il possède une maison), après l'émission par la CPI d'un mandat d'arrêt international pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Luis Moreno-Ocampo, le procureur, le soupçonne d'être responsable d'exactions - notamment des viols - commises par ses hommes en Centrafrique, où, en 2002-2003, son mouvement est venu porter secours au chef de l'État de l'époque, Ange-Félix Patassé, alors menacé par une rébellion. Après une vaine série d'appels et de recours intentés par ses conseils, Jean-Pierre Bemba a été transféré à La Haye le 3 juillet. Le lendemain, il a comparu pour la première fois au cours d'une audience purement formelle, destinée à vérifier son identité et à s'assurer qu'il a été informé de ses droits et des crimes qui lui sont reprochés. Et depuis, rien.

Prévu pour le 4 novembre, le prochain rendez-vous a finalement été reporté au 8 décembre. Lors de cette audience de confirmation des charges, la Cour décidera, en présence du procureur, de représentants des victimes, du prévenu et de ses avocats, si le dossier - 7 000 pages - comporte suffisamment de preuves pour qu'un procès ait lieu. En vue de cette séance, publique, les quatre avocats de Jean-Pierre Bemba ont préparé une ligne de défense. Arguments principaux : la responsabilité des exactions revient au pays qui a accueilli les troupes, en l'occurrence la Centrafrique ; les exactions proprement dites, le MLC les a déjà punies.

Théorie du complot

Pour son clan, le chef du MLC est un « prisonnier politique » victime d'un complot entre Kinshasa et le procureur de la CPI. Ses partisans en veulent pour « preuve » le moment de son arrestation, quelques jours avant l'élection du porte-parole de l'opposition, poste auquel il prétendait. « Ce n'est pas le droit qui est appliqué, c'est une main politique qui agit de chez nous, à Kinshasa, pour éliminer un opposant », accuse un proche. Autres éléments nourrissant la théorie du complot : le report de l'audience de confirmation des charges, « preuve » que l'enquête n'est pas aboutie et que l'arrestation a été précipitée ; et le fait qu'Ange-Félix Patassé ne soit pas inquiété par la CPI. Des arguments jugés « fantaisistes » par le bureau du procureur.

Dans le discours officiel du MLC, Jean-Pierre Bemba n'est pas parti pour toujours. La formation vit dans l'espoir du retour du « guide », refusant d'envisager ouvertement un procès. L'autorité et le charisme du personnage continuent d'opérer. Ses ennuis judiciaires joueraient même en sa faveur. « La carte de la victimisation attire une certaine sympathie au MLC », estime une source au sein d'un autre parti d'opposition. Mais si un procès devait avoir lieu, cette sympathie pourrait s'éroder. Et la place du président, déjà convoitée, pourrait devenir vacante (conformément aux statuts du parti, l'empêchement de Jean-Pierre Bemba est pour le moment considéré comme temporaire).

Reste que, avec l'exil forcé de Jean-Pierre Bemba, l'opposition est privée de son principal leader. Malade, Étienne Tshisekedi, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et pourfendeur invétéré du régime de Mobutu Sese Seko, a déserté la scène politique après avoir boycotté les législatives et la présidentielle de 2006. Autre handicap pour l'opposition : ses divisions. En raison de multiples querelles et rivalités, le poste de porte-parole, prévu par la Constitution, n'a toujours pas été pourvu ; et son règlement intérieur, toujours pas adopté. Une situation qui, selon un observateur, laisse un « boulevard » pour Joseph Kabila dans la perspective du scrutin de 2011.

Législatives en Guinée Bissau: large victoire de l'ex-parti unique

BISSAU (AFP) - vendredi 21 novembre 2008 - 16h28 - L'ex-parti unique de Guinée-Bissau, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (PAIGC), a remporté une large victoire à l'issue du scrutin législatif, avec 67 sièges sur 100, selon des résultats provisoires officiels publiés vendredi. Les premiers résultats des élections législatives de dimanche, encore à confirmer, donnent 67 sièges de députés au PAIGC, dirigé par l'ex-Premier ministre Carlos Gomes Junior.

Ce parti, au centre de la vie politique quasiment sans interruption depuis 35 ans, était présenté comme le grand favori du scrutin et visait la "majorité absolue" à l'Assemblée. Il devance le Parti de la rénovation sociale (PRS) de l'ex-président Kumba Yalla renversé par l'armée en 2003, qui obtient 28 sièges, selon la Commission nationale des élections (CNE). Le Parti républicain de l'indépendance pour le développement (PRID), créé il y a huit mois par un proche de l'actuel chef de l'Etat, Joao Bernardo Vieira, officiellement sans parti, n'a obtenu que 3 sièges, selon ces résultats provisoires. La CNE a indiqué que le taux de participation était de 82%.

Deux autres partis de petite taille ont obtenu chacun un siège: le Parti national démocratique (opposition, dissident du PRS) et l'Alliance démocratique. La communauté internationale avait

entièrement financé l'organisation des ces élections, pour favoriser une nouvelle stabilité politique, neuf ans après la fin de la guerre civile (11 mois, 1998-99) dans ce petit pays ouest-africain considéré par l'ONU comme un "point clef d'entrée" de la cocaïne en Afrique.

La Guinée-Bissau a connu pas moins de trois Premiers ministres en trois ans, depuis le retour au pouvoir, en 2005, du président Joao Bernardo Vieira.

Côte d'Ivoire: à Abidjan, des habitants vivent sous la menace d'éboulements mortels

ABIDJAN (AFP) - vendredi 21 novembre 2008 - 11h31 - Chaque jour qui passe pour la famille Kokou à Bobito, un bidonville de la commune d'Attécoubé, en plein coeur d'Abidjan, est un pas de plus vers un immense "trou" creusé par les pluies diluviennes, à l'origine d'éboulements souvent spectaculaires et parfois mortels. "La semaine dernière, ma fille a fait une chute pendant qu'elle séchait le linge", raconte Marc Kokou, agent de sécurité dont la maison se trouve à moins de cinq mètres du trou béant, profond d'une centaine de mètres et creusé par l'érosion sur le flanc d'une colline.

"Elle s'est fracturée la jambe droite", ajoute ce père de famille au physique de catcheur, installé à Bobito depuis plus de 20 ans.

Depuis une décennie, plusieurs maisons d'Attécoubé ont déjà été "avalées" par l'effondrement des sols sur cette commune au relief très accidenté. Chaque année, des cours communes sont englouties par le terrain sablonneux. Ces drames prennent en général les locataires par surprise, les violentes averses équatoriales ayant souvent lieu le soir ou la nuit. "Une fois, vers 3 heures du matin, alors qu'il pleuvait fortement, on a entendu un grand bruit: la maison des voisins venait de tomber pendant qu'ils dormaient à l'intérieur", se souvient M. Kokou.

Comme leurs voisins, sa famille vit dans l'angoisse d'être emportée par l'un de ses éboulements qui coûtent chaque année la vie à des dizaines de personnes dans la capitale économique ivoirienne.

Le 29 juin, huit personnes sont mortes et quatre blessées dans un glissement de terrain survenu dans un autre bidonville d'Abidjan. Aminata Sanogo, une nourrice de 24 ans, voisine de la famille Kokou, dit avoir été témoin de plusieurs éboulements depuis son arrivée en 2002 à Bobito, dont un ayant emporté une moitié de maison il y a seulement un mois. "Les morceaux de briques qu'on voit dans le fonds proviennent de cette maison. C'était la chambre. Les occupants vivent désormais dans leur salon", explique Aminata en désignant l'autre moitié de la maison, encore debout au bord du précipice.

"Chaque fois que le tonnerre gronde, mon coeur bat", ajoute la jeune femme, dont la cuisine et la douche - qu'elle partage avec les autres membres de la cour - se trouvent à moins d'un mètre du trou. Pour ces riverains, pas question pour autant de quitter leurs concessions pour une zone plus sûre en raison du faible loyer mensuel, entre 10.000 et 15.000 FCFA (15 à 22 euros). Avec les moyens du bord, ils tentent donc de freiner l'avancée de l'érosion, notamment en y déversant chaque jour des tonnes d'ordures ménagères. "On a aussi mis plus de 200 pneus (rechapés), des sacs de sable et on a planté des arbres dedans", explique aussi Joséphine Katianan, 55 ans, qui a vu disparaître une vingtaine de maisons depuis son arrivée dans ce bidonville en 1968.

A la mairie d'Attécoubé, Bobito est classé dans les "zones à risques" et devrait bénéficier d'une restructuration en 2009, a indiqué à l'AFP son directeur technique, Guillaume Oka. "Nous allons assainir le quartier l'année prochaine", assure M. Oka, tout promettant de recaser la centaine de familles qui devront déguerpir. En attendant, les habitants de Bobito continuent de vivre dans leurs maisons perchées. Seule satisfaction, et même signe d'espoir pour certains: une vue imprenable sur une immense statue de la Vierge Marie construite sur une colline en face d'eux.

RDC: Nkunda dénonce l'envoi d'autres Casques bleus, accalmie sur le terrain

RUTSHURU (AFP) - samedi 22 novembre 2008 - 15h39 - Le chef rebelle Laurent Nkunda a dénoncé samedi, lors d'un meeting dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), l'envoi de 3.000 Casques bleus supplémentaires dans ce vaste pays d'Afrique centrale, où aucun combat n'a été signalé depuis deux jours.

"On envoie encore 3.000 Casques bleus, et vous, vous applaudissez. Vous vous trompez!", a lancé M. Nkunda au cours d'une grande "réunion populaire" organisée par la rébellion à Rutshuru, centre administratif situé à plus de 1.500 km à l'est de la capitale Kinshasa. "Nous n'accepterons pas qu'il y ait des gens pour nous sécuriser ici", a-t-il déclaré dans un discours devant près de 1.500 spectateurs réunis dans le stade de Rutshuru, à environ 80 km au nord de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu.

"Nous devons nous unir et travailler pour notre propre sécurité", a affirmé le chef rebelle en treillis militaire. "Soit vous nous aidez à faire la révolution, ou bien vous vous taisez avec la Monuc (Mission

des Nations unies en RDC) (...). Mais si vous attendez la paix de la Monuc, il faudra l'attendre après la pluie". Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé jeudi d'envoyer 3.000 Casques bleus supplémentaires en RDC, pays grand comme l'Europe occidentale, pour venir renforcer les effectifs de la Monuc, forte actuellement d'environ 17.000 hommes. Près de 5.000 d'entre eux sont déployés dans le Nord-Kivu, où les combats ont repris depuis fin août entre la rébellion et l'armée congolaise et provoqué le déplacement d'environ 250.000 personnes.

Les hommes de M. Nkunda ont infligé ces dernières semaines d'humiliantes défaites à l'armée, en prenant le contrôle de plusieurs zones et en se positionnant à une quinzaine de kilomètres au nord de Goma, ville d'un demi-million d'habitants. "Il y a des gens ici qui sont organisés pour combattre Nkunda", a dénoncé l'ex-général, en faisant référence aux miliciens pro-gouvernementaux Mai-Mai et aux rebelles hutus rwandais.

Mais "ils ne vous disent pas que votre gouvernement ne paie pas les enseignants, que pour se faire soigner, il faut (...) qu'il y ait des humanitaires pour prendre vos enfants", a-t-il accusé, appuyant son propos de grands gestes tout en ponctuant son discours de références à la Bible.

Il a aussi exhorté les différentes tribus qui peuplent le Nord-Kivu à "cohabiter" pacifiquement. "Il n'y a qu'une solution, nous devons cohabiter ensemble, il y a assez d'espace ici pour les étrangers", a-t-il affirmé. M. Nkunda se présente comme un défenseur de la communauté tutsi, minoritaire en RDC et au Rwanda voisin.

C'était la première fois que M. Nkunda organisait un meeting à Rutshuru, depuis que ses troupes en ont chassé fin octobre l'armée congolaise. Lunettes à fines montures dorées et son habituelle canne à tête d'aigle dans la main, M. Nkunda est apparu souriant et s'est levé à plusieurs reprises pour saluer les délégations de villageois qui défilaient au pas sur la piste devant lui. A l'extérieur du stade, de nombreux combattants rebelles montaient la garde. Sur le terrain militaire, aucun combat n'a été signalé pour la deuxième journée consécutive, selon la Monuc, qui continuait à patrouiller dans les zones d'où la rébellion s'est retirée unilatéralement cette semaine.

Mais dans la province voisine du Sud-Kivu, un journaliste de la radio Okapi, parrainée par l'ONU, a été tué par balles à Bukavu par des individus non identifiés vendredi soir. La Monuc s'est dite "consternée" par cet assassinat, dont les mobiles étaient inconnus dans l'immédiat. Il y a un an et demi, un journaliste d'Okapi avait déjà été tué à Bukavu. L'est de la RDC est une région très instable, où opèrent depuis une quinzaine d'années rebelles, miliciens et groupes armés en tout genre.

RDC: un journaliste de la radio Okapi tué par balle dans l'est

KINSHASA (AFP) - samedi 22 novembre 2008 - 12h47 - Un journaliste congolais de la radio Okapi, parrainée par l'ONU, a été abattu par balle vendredi soir par des inconnus à Bukavu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a-t-on appris samedi auprès de la radio.

Didace Namujimbo "rentrait à la maison hier soir. On l'a abattu à quelques mètres de chez lui", a expliqué à l'AFP le rédacteur en chef de la radio, Léonard Mulamba.

"On lui a tiré dans la tête", a-t-il précisé à Kinshasa. "On n'a aucun détail sur le mobile ni sur le ou les commanditaires", a-t-il ajouté. "Son corps a été découvert dans un escalier à une cinquantaine de mètres de son domicile", a rapporté radion Okapi samedi à la mi-journée. Le journaliste a été tué d'une balle dans le cou, juste en dessous de l'oreille droite. La douille a été récupérée sur place. Le corps de la victime a été transporté vers l'hôpital de Bukavu, pour y subir une autopsie, toujours selon Okapi.

Le 13 juin 2007, un autre journaliste de la radio Okapi, Serge Maheshe, avait été tué devant son domicile à Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu. De nombreux groupes armés - miliciens ou rebelles - opèrent dans cette région instable, frontalière de la province du Nord-Kivu qui est le théâtre de combats depuis près de trois mois entre l'armée et la rébellion de Laurent Nkunda. "Dans cette région qui demeure dangereuse, tous les sujets restent sensibles, les sujets militaires, les sujets sur les viols", a estimé M. Mulamba. Didace Namujimbo, qui travaillait depuis quelques années à Okapi, avait "beaucoup couvert le procès de Serge (Maheshe). Est-ce que ce sont les mêmes qui cherchent à se venger ? Ce sont des supputations", a-t-il encore déclaré.

Le frère du journaliste, Deo Namujimbo, collaborait à l'organisation congolaise de défense de la presse Journalistes en danger (JED), a-t-il également fait remarquer. Didace Namujimbo, qui travaillait depuis quelques années pour Okapi, avait une trentaine d'années et était père de deux enfants.

La Mission de l'ONU en RDC (Monuc), par la voix de son porte-parole Madnodje Mounoubaï, s'est dite "consternée" par cet assassinat, qu'elle a "condamné avec force" sur les ondes de la radio Okapi.

La mission onusienne est "prête à collaborer avec les autorités policières et judiciaires" pour trouver les coupables. Elle a également souhaité que le gouvernement agisse "avec diligence" dans son enquête, selon la radio.

Pour l'assassinat de Serge Maheshe, le tribunal militaire de Bukavu avait condamné à mort le 21 mai 2008 trois civils, dont les deux tueurs présumés, et acquitté deux témoins, au terme d'un procès en appel marqué par de constantes violations du droit, selon des observateurs.

Deux des accusés avaient été reconnus coupables de "meurtre" dans le but de "faciliter un vol", et un troisième d'"association de malfaiteurs".

La radio Okapi est née fin février 2002 d'un partenariat entre les Nations unies et la Fondation Hirondelle, une organisation non-gouvernementale suisse spécialisée dans des projets de médias dans des pays sortant de conflits. Elle est aujourd'hui la seule radio à informer en permanence les Congolais dans les quatre langues nationales et en français. La RDC est sortie en 2003 de cinq années d'une guerre régionale, mais l'est du pays reste extrêmement instable.

Zimbabwe: privés de visas, Annan et Carter rencontrent l'opposant Tsvangirai à Johannesburg

JOHANNESBURG (AFP) - samedi 22 novembre 2008 - 15h42 - L'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan et l'ex-président américain Jimmy Carter, interdits d'entrée au Zimbabwe, ont rencontré samedi le chef de l'opposition zimbabwéenne Morgan Tsvangirai à Johannesburg, a indiqué leur porte-parole. "Ils se sont rencontrés autour de l'heure du déjeuner", a indiqué la porte-parole qui ne souhaite pas dévoiler son nom. "Je ne suis pas en mesure de décrire la nature de leur conversation, mais elle portait (...) sur la crise humanitaire", a-t-elle ajouté.

Les deux ex-leaders devaient se rendre samedi matin, en compagnie de l'épouse de Nelson Mandela et défenseur des droits de l'Homme Graça Machel, pour une mission humanitaire au Zimbabwe au nom du groupe de réflexion "The Elders" ("les Anciens"). Ils ont toutefois dû annuler à la dernière minute leur mission, le régime du président Robert Mugabe leur ayant interdit l'entrée sur le territoire zimbabwéen.

Aucune explication écrite ne leur a été fournie, mais le quotidien d'Etat The Herald les avait accusés jeudi de vouloir se mêler des négociations en cours entre MM. Tsvangirai et Mugabe sur un éventuel gouvernement d'union. Les deux camps doivent reprendre la semaine prochaine en Afrique du Sud leurs discussions pour tenter d'appliquer un accord de partage du pouvoir signé le 15 septembre mais qui reste lettre morte à l'heure actuelle. L'impasse politique se double d'un effondrement de l'économie caractérisé par une hyperinflation inouïe à plus de 231 millions %, 80% de chômage et une production au point-mort. Près de la moitié de la population aura besoin d'une aide alimentaire en janvier et une épidémie de choléra a fait près de 300 morts et menace de s'étendre, selon l'ONU.

AFRIQUE 21/11/2008 15.59

HAUSSE DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE: UNE OCCASION POUR LES ÉCONOMIES DU CONTINENT

La forte croissance de la production pétrolière africaine au cours des dernières années doit garantir de précieuses ressources pour diversifier l'économie : tel est le message transmis depuis Yamoussoukro, la capitale de la Côte d'Ivoire, où s'est conclu jeudi un Sommet régional sur les perspectives des domaines énergétique et minier. Pendant les travaux, ministres, entrepreneurs et experts issus de 15 nations d'Afrique de l'Ouest ont observé que l'augmentation de la production continentale de pétrole depuis 1998 s'est élevée à 56%, par rapport à une croissance mondiale de 16%. L'essor du secteur pétrolier s'accompagne par ailleurs de progrès accomplis dans l'extraction de gaz naturel, qui a augmenté de 50% (contre une hausse de 30% au niveau mondial). De telles dynamiques doivent donc être valorisées. "Il ne faut pas devenir trop dépendant du pétrole mais l'utiliser pour créer d'autres sources de revenus et diversifier son économie. (...) L'Afrique peut faire en sorte que ses richesses pétrolières et gazières soient pour elle une bénédiction et non pas une malédiction comme elles l'ont été dans d'autres régions", a confié Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières. Ainsi, de nombreuses interventions au Sommet ont non seulement souligné l'importance de diversifier et de consolider les économies africaines, notamment du fait de l'instabilité chronique de la cote des matières premières, mais aussi l'intégration renforcée du continent. Le président ivoirien, Laurent Gbagbo, a pour sa part annoncé qu'il proposera l'instauration d'un fonds structurel de développement financé au moyen des recettes pétrolières le 15 décembre, à l'occasion du prochain Sommet de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). "Tant que l'Afrique n'a pas créé un tel fonds, tous les projets de développement sont vains", a-t-il affirmé. (VG/CN)

[CO]Misna

AFRIQUE 21/11/2008 19.34

HAUSSE DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE (2): L'ONU INVITE À LA DIVERSIFICATION

"Les produits de base représentent plus de 50% des exportations africaines, ce qui rend le continent particulièrement vulnérable aux chocs économiques. Il est donc essentiel que l'Afrique puisse les transformer en produits de plus grande valeur destinés aussi bien à la consommation interne qu'à l'exportation", a affirmé à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, soulignant la nécessité de renforcer les économies du continent face aux fluctuations soudaines des marchés mondiaux. "Le ralentissement de l'économie mondiale va frapper durement les producteurs de produits de base. (...) Plus de la moitié des Africains étant employés dans l'agriculture, il est essentiel de développer les activités agroalimentaires et agro-industrielles". Les difficultés que connaît l'Afrique sont également mentionnées dans un document diffusé il y a quelques jours par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Onudi), selon lequel l'Afrique ne peut pas se permettre de rester un producteur de matières premières dans la mesure où l'industrie manufacturée du continent ne correspond qu'à 1% de la production mondiale dans le secteur. (VG/CN)

[CO]Misna

RD CONGO Malu Malu : « Nkunda a pris goût à la déstabilisation »

Lesoir.be, COLETTE BRAECKMAN samedi 22 novembre 2008, 14:26

Au cours d'un entretien séparé, l'abbé Malu Malu nous a expliqué que ceux qui avaient critiqué la lenteur du processus sont ceux-là mêmes qui, au cours des discussions, avaient multiplié les obstacles.

Invité par le Centre national de coopération au développement, l'abbé Apollinaire Malu Malu, ancien président de la Commission électorale indépendante, a longuement évoqué la guerre qui sévit au Kivu. S'il se félicite de la décision de renforcer les effectifs de la Mission des Nations Unies au Congo, il insiste cependant sur le caractère urgent d'une intervention militaire. Depuis janvier 2008, l'abbé Malu Malu pilote le « processus Amani », mis en œuvre après la conférence de Goma, à laquelle tous les groupes armés avaient été invités. Son objectif : trouver une solution structurelle, de manière participative, afin que nul ne puisse dire que la solution lui aurait été imposée.

Comment peut-on sortir de cette crise ?

Il faudrait des entretiens directs entre les présidents rwandais et congolais. Même s'il refuse aujourd'hui, Kagame acceptera un jour car on ne choisit pas ses voisins et il faut éviter que les Etats se reconstruisent dans le ressentiment les uns contre les autres... Les pays qui le peuvent devraient exercer de l'influence sur le Rwanda, car Nkunda avance les mêmes arguments que Kigali.

Que veut exactement Laurent Nkunda ?

Le problème, c'est que son cahier des charges change tout le temps... On voudrait connaître une fois pour toutes son agenda, j'ai demandé au président Obasanjo de lui poser la question. Au début, il exigeait le retour des réfugiés tutsis, or le programme Amani a permis de débloquent cette question, en organisant le contact tripartite avec les pays voisins.

Ensuite il a avancé la question des FDLR, et nous lui avons dit que cela, cela se réglait entre Etats. Il a alors proclamé la rébellion, renié le programme Amani, plaçant chaque fois la barre plus haut. Je crois qu'il a pris goût à la déstabilisation, et qu'on l'a entretenu dans l'ambition de rééditer les exploits de la guerre de 96, de celle de 98... Mais il se trompe lourdement : les époques ont changé, il y a eu les élections ...

Il a une capacité de nuisance, mais n'aura ni les moyens de sa politique ni la politique de ses moyens, n'ira pas à Kinshasa pour renverser le régime... Maintenant, il faut arrêter le massacre. Outre ce qui s'est passé à Kiwanja, qui est déjà connu, il a démantelé les camps de déplacés, tout cela ce sont des crimes de guerre.

Y a-t-il des motivations économiques ?

Ce qui nous frappe, c'est qu'il a réagi négativement lorsque nous avons proposé que la douane de Bunagana soit fermée, c'est de là qu'il tirait son fonds de commerce. Maintenant il tient Bunagana (à l'intersection du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda) et aussi Ishasha ; il contrôle toutes les douanes du Nord Kivu, ne laissant plus rien comme ressources à l'autorité provinciale. Sur le plan international, on semble mettre en avant deux points : le développement économique au Rwanda, et le chaos qui persiste dans le Kivu voisin. Comme s'il y avait un lien entre les deux...